

CONDITIONS GENERALES DE LOCATION
(Version CGL/PM 2019)

ARTICLE 1 – APPLICABILITE

Les présentes conditions générales de location s'appliquent au contrat de location de matériels (ci-après « matériel ») conclu entre la société anonyme Parc Matériel S.A, établie et ayant son siège social à L-4176 Esch-sur-Alzette, ZI Lankeltz, 42 rue de Jos Kieffer, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 52981, (ci-après « Le loueur ») et un client, qu'il soit client consommateur ou professionnel (ci-après le « client »). Le client reconnaît avoir lu, compris et accepté pleinement et sans réserve, les présentes conditions générales de location. Le fait de contracter implique l'adhésion pleine, entière et sans réserve du client à ces conditions générales de location. Les présentes conditions générales de location s'appliquent, à l'exclusion de toutes autres conditions générales. Le loueur est libre de modifier à tout moment et sans préavis, ni autres formalités préalables, les présentes conditions générales de location.

Le contrat de location est conclu sur base des conditions particulières et générales reprises ci-dessous les quelles sont parfaitement connues et acceptées pour le locataire.

2 - LIEU D'EMPLOI

1-1 : Le matériel sera impérativement et exclusivement utilisé sur le chantier indiqué aux conditions particulières ou dans la zone géographique limitée. Toute utilisation en dehors du chantier ou de la zone indiquée sans l'accord explicite et préalable du loueur peut justifier la résiliation avec effet immédiat du contrat de location avec.

1-2 : L'accès du chantier sera autorisé au loueur, ou à ses préposés, pendant la durée de la location. Le loueur ou ses préposés devront se présenter au responsable du chantier et respecter le règlement intérieur ainsi que les consignes de sécurité propres au chantier. Ils resteront néanmoins sous la dépendance et la responsabilité du loueur.

1-3 : Dans le cas où des autorisations spéciales sont nécessaires pour accéder au chantier, leur obtention et les frais éventuels, au profit du loueur ou de ses préposés, reste à la charge exclusive du locataire.

ARTICLE 2. MISE À DISPOSITION

2-1 : Conditions de mise à disposition du matériel de location :

2-1-1 : Tout matériel, ses accessoires et tout ce qui en permet un usage normal, sont réputés délivrés au locataire en bon état de marche, nettoyés et graissés et, le cas échéant le plein de carburant et autres fluides fait et munis d'antigel. Ils sont également réputés en conformité avec toutes les prescriptions légales ou réglementaires concernant notamment mais non exclusivement, la sécurité et l'hygiène des travailleurs, la fiscalité et la circulation routière.

2-1-2 : La prise de possession du matériel par le locataire, ou ses préposés, transfère la garde juridique immédiate du matériel au locataire qui en assume la pleine responsabilité notamment au sens des articles 1382 à 1384 du Code Civil.

2-1-3 : Il est produit, le cas échéant, par le loueur au moment de la mise à disposition, les certificats d'épreuve et/ou les rapports de visite autorisant l'emploi dudit matériel.

2-2 : Date de mise à disposition :

Le contrat de location peut prévoir, au choix des parties, une date de livraison ou d'enlèvement. La partie, chargée d'effectuer la livraison ou l'enlèvement, doit avertir l'autre partie de sa venue avec un préavis raisonnable.

Le locataire doit informer le loueur, par écrit, de l'annulation d'une réservation de matériel, au plus tard 24 heures avant la date convenue de mise à disposition. A défaut, la location d'une journée complète de huit heures sera facturée au locataire.

2-3 : Etat contradictoire.

Le matériel livré ou mis à disposition du locataire fera l'objet d'un bon de livraison ou d'un contrat de location dûment signé par les deux parties. A la demande de l'une ou l'autre des parties, il peut être prévu qu'un état contradictoire soit dressé au départ ou à la mise en service. Si cet état contradictoire fait apparaître l'incapacité du matériel à remplir sa destination normale, ledit matériel est considéré comme non livré.

En l'absence d'état contradictoire, le matériel est réputé être en bon état de marche et muni des accessoires et de tous les éléments nécessaires à son fonctionnement et utilisation.

ARTICLE 3 - DURÉE DE LA LOCATION

3-1 : La location débutera à compter du jour où le matériel objet du contrat de location est mis à disposition par le loueur au locataire ou à ses préposés dans les entrepôts du loueur ou sur les lieux où ledit matériel se trouvait précédemment. Cette date de mise à disposition est contractuellement fixée sur le bon de livraison ou sur le contrat de location. La location prend fin le jour où la totalité du matériel loué est restituée au loueur dans ses entrepôts ou mis à disposition de celui-ci à l'endroit désigné par lui.

3-2 : La durée prévisible de la location, à partir d'une date initiale, peut être exprimée en toute unité de temps. Toute modification de cette durée fera l'objet d'un nouvel accord entre les parties. La location peut également être conclue pour une durée indéterminée. Dans ce cas, le locataire respectera un préavis de restitution du matériel de 3 jours ouvrés, formalisé par une télécopie, courrier ou tout autre écrit. Le cas échéant, le préavis non respecté lui sera facturé à hauteur de huit heures par jour.

ARTICLE 4 - CONDITIONS D'UTILISATION

4-1 : Nature de l'utilisation

4-1-1 : Le locataire doit informer préalablement à toute utilisation le loueur des conditions d'utilisation du matériel loué. L'utilisation dite "normale" du matériel correspond à celle préconisée par le loueur lors de la demande de location faite par le locataire. Toute utilisation différente doit être signalée par le locataire, et consignée dans des conditions particulières. Cette inscription vaut acceptation des deux parties. Le locataire est responsable de tout dommage résultant d'une utilisation non conforme à sa déclaration ou à celle d'un bon père de famille. Le locataire est également responsable de l'utilisation du matériel, en ce qui concerne notamment la nature du sol et du sous-sol,

-le respect des règles régissant le domaine public,

-la prise en compte de l'environnement.

Sans indication contraire du locataire, les machines type mini-pelles, pelles, tractopelles, chargeurs, chargeurs compacts sont utilisés pour des travaux de terrassement et de reprise exclusivement. Toute utilisation différente telle que levage, démolition et manutention devra être signalée préalablement par le locataire et mentionnée sur le contrat de location. Les conséquences de cette non-déclaration entraînent la responsabilité entière du locataire en cas de dommages au matériel loué.

Dans le cas de matériel fourni avec conducteur, le personnel mis à disposition reçoit des instructions exclusivement du locataire, à qui incombe la conception et la direction des manœuvres dans le respect des règles de sécurité définies tant par le constructeur du matériel que par le chantier (risques particuliers). Cette clause s'applique également quand notre chauffeur-conducteur, effectuant la livraison ou la récupération de matériel effectuée des manœuvres à la demande du locataire. Dans ces deux cas, le conducteur / chauffeur seront considérés comme préposés du locataire.

4-1-2 : Le locataire doit confier le matériel à un personnel qualifié et muni d'autorisations éventuellement nécessaires pour l'utilisation du matériel loué, le gérer en bon père de famille, le maintenir constamment en bon état de marche et l'utiliser en respectant les consignes réglementaires d'hygiène et de sécurité. Pour les locations de matériel à conducteur porté, le locataire est tenu à ne confier les matériels qu'à des conducteurs ayant toutes les qualifications requises pour manœuvrer et conduire le matériel. La location étant conclue en considération de la personne du locataire, il est interdit à ce dernier de sous-louer, et/ou de prêter le matériel sans l'accord préalable et écrit du loueur.

4-1-3 : Toute utilisation non conforme à la déclaration préalable du locataire ou à la destination normale du matériel loué donne au loueur le droit de résilier le contrat de location avec effet immédiat et d'exiger la restitution du matériel.

4-2 : Durée de l'utilisation.

Le matériel loué peut être utilisé à discrétion pendant la durée journalière du chantier qui, à défaut de précisions spéciales inscrites dans des conditions particulières, est fixée à 8 heures. En cas de dépassement de l'horaire d'utilisation fixé à 8 heures, le locataire doit avertir le loueur au préalable. Le locataire supportera, à titre de supplément, une majoration pour les heures supplémentaires correspondant à 8% du taux journalier par heure.

Cette disposition ne concerne pas les matériels sans partie mécanique (exemple constructions mobiles). Le loueur peut contrôler le respect de la durée d'utilisation par tous moyens à sa convenance.

ARTICLE 5. TRANSPORTS

5-1 : Le coût du transport du matériel loué, à l'aller comme au retour, est à la charge du locataire. Lorsque le transport du matériel est effectué par le loueur ou par un tiers choisi par lui, le coût de cette prestation est refacturé au locataire selon le tarif en vigueur dans la société, au jour de la conclusion du contrat de location.

5-2 : Le déchargement à destination et le chargement en fin de location sont également à la charge du locataire.

5.3 : Le transport est effectué sous la responsabilité du locataire dans le cas d'enlèvement du matériel exécuté par lui, ou par un tiers choisi par lui, et il en assume les risques dès la mise à disposition et sous la responsabilité du loueur dans le cas de livraison exécutée par lui ou par un tiers choisi par lui.

Le locataire doit préalablement à l'enlèvement justifier qu'il est couvert par une assurance spécifique dommage suffisante contre tous les risques occasionnés au matériel et ceux occasionnés par celui-ci.

5-4 : Dans le cas où le transporteur est un tiers, c'est la partie qui fait exécuter le transport qui exerce le recours. Il appartient donc à cette partie de vérifier, préalablement à la réalisation du transport, que tous les risques - aussi bien les dommages causés au matériel que ceux occasionnés par celui-ci - sont couverts par une assurance suffisante du transporteur, et si tel n'est pas le cas, de prendre toutes mesures utiles pour assurer les matériels.

5.5 : Dans tous les cas, lorsqu'un sinistre est constaté à l'arrivée du matériel, le destinataire doit immédiatement formuler les réserves légales en cas de transport par un tiers de son choix et en informer le loueur afin que les dispositions conservatoires puissent être prises sans retard, et que les déclarations d'assurance puissent être faites.

ARTICLE 6. INSTALLATION - MONTAGE ET DEMONTAGE

6-1 : L'installation, le montage et le démontage (lorsque ces opérations s'avèrent nécessaires) du matériel loué sont effectués par les soins du locataire, sous son entière responsabilité et à ses risques et ce conformément aux recommandations du constructeur. Le locataire pourra demander au loueur de se substituer à lui. Dans ce cas, cette prestation est facturée au locataire selon le tarif en vigueur du louer, au jour de la conclusion du contrat.

6-2 : Concernant la location de groupes électrogènes, le locataire est tenu d'effectuer une mise à la terre du groupe de prévoir au départ de l'utilisation, un disjoncteur différentiel ou à avertissement sonore et déclenchement automatique, afin de respecter le cas échéant les dispositions légales en vigueur sur la protection des travailleurs.

le branchement est effectué par le locataire et sous sa responsabilité. Le locataire est tenu de vérifier la tension du groupe avant branchement.

6-3 : Concernant la location de constructions mobiles, le locataire est tenu de les mettre en place, sur cales, sur des aires de terrain aménagées, notamment en ce qui concerne le drainage des eaux.

6-4 : L'installation, le montage et le démontage ne modifient pas la durée de la location.

ARTICLE 7. ENTRETIEN DU MATÉRIEL

7.1 : Le locataire procédera sous son entière responsabilité, à ses risques et à ses frais, quotidiennement, aux vérifications et appoint de tous les niveaux (huiles, liquide de refroidissement, autres fluides) et utilisera pour ce faire les ingrédients fournis ou préconisés par le loueur ou le constructeur pour éviter tout mélange ou risque de confusion. Il contrôlera la pression et l'état des pneumatiques qu'il réparera si nécessaire et ce à ses frais. Il sera procédé à ses frais et sous sa responsabilité, suivant les consignes du loueur ou du constructeur, aux opérations d'entretien courant et de prévention, notamment de vidange et de graissage, dans les établissements du loueur ou ceux désignés par ce dernier si les conditions d'exécution de ces opérations ne peuvent être réalisées sur le chantier. Dans le cas d'entretien laissé à la charge du locataire, les frais de réparation consécutifs à un défaut d'entretien incombent à ce dernier.

7.2 : Les vidanges périodiques sont effectuées par le loueur. Le locataire préviendra impérativement le loueur toutes les 100 heures de fonctionnement ou tous les quinze jours si le matériel n'a pas de compteur horaire, en donnant la position précise du matériel. Entre les révisions, le locataire est tenu de vérifier sous sa responsabilité régulièrement les niveaux (huile, liquide de refroidissement, frein,...) et d'assurer les graissages et appoints recommandés par le constructeur.

7.3 : En cas de spécificité du matériel loué nécessitant un entretien approprié, les conditions d'entretien doivent être écrites dans les conditions particulières.

7.4 : L'entretien du matériel à la charge du loueur comprend, entre autres, la lubrification et le remplacement des pièces courantes d'usure.

7.5 : L'approvisionnement en combustible et en antigel est de la responsabilité et aux frais du locataire qui supportera le coût de tout désordre dû à un approvisionnement inapproprié en ce domaine.

7.6 : Le locataire réservera au loueur un temps suffisant pour permettre à celui-ci de procéder à l'entretien du matériel. Les dates et durées d'intervention sont arrêtées d'un commun accord.

7.7 : Sauf stipulations contraires consignées dans des conditions particulières, le temps nécessaire pour l'entretien du matériel à la charge du loueur fait partie intégrante de la durée de location.

ARTICLE 8 - RÉPARATIONS - DÉPANNAGES

8-1 : Au cas où une panne immobiliserait le matériel pendant la durée de la location, le locataire s'engage à en informer le loueur sous 48 heures par tout moyen à sa convenance. La durée de la location sera suspendue pendant la durée de la réparation en ce qui concerne son paiement mais le contrat reste en vigueur pour toutes les autres obligations incombant au locataire.

8-2 : Si la durée d'immobilisation liée à la panne excède 10% de la durée de la location prévue au contrat, ou une semaine calendaire, le locataire aura le droit de résilier le contrat de location en ne réglant que les loyers courus jusqu'à la date d'immobilisation du matériel à l'exclusion de tous dommages et intérêts et indemnités quelconques. Toutefois, en cas de location n'excédant pas une semaine calendaire, le locataire aura le droit de résilier immédiatement le contrat dès que le matériel n'aura pas été remplacé dans la journée ouvrable (samedi, dimanche et jours fériés exclus) qui suit l'information donnée au loueur.

8-3 : La résiliation est subordonnée à la restitution immédiate du matériel.

8-4 : Toute réparation est faite à l'initiative du loueur, ou du locataire avec l'autorisation préalable du loueur. Toutefois, si la réparation est rendue nécessaire par la faute du locataire, ce dernier ne pourra se prévaloir d'aucun des droits qui lui sont reconnus par le présent article. En conséquence, la location continue tous ses effets jusqu'à la remise en état du matériel aux frais du locataire.

ARTICLE 9 - RESPONSABILITÉS - ASSURANCES

9-1 : A l'égard des tiers (responsabilité civile)

9-1-1 Lorsqu'il s'agit de véhicules terrestres à moteur, soumis à l'assurance obligatoire le loueur titulaire des polices d'assurance, remet au locataire une autorisation de transfert de garde et de conduite avec photocopie de l'attestation d'assurance du véhicule. Cette garantie est étendue à tout conducteur. Pour tout accident mettant en évidence la responsabilité de l'utilisateur, un loyer forfaitaire de 800 € sera facturé au locataire ainsi qu'une facture variant de 500.-EUR à 1.500.-EUR selon le type de matériel. Les dommages occasionnés aux biens appartenant au locataire

et à ses préposés resteront exclus de la couverture en responsabilité civile de circulation garantie par le loueur. Le locataire est tenu d'exploiter le matériel conformément à sa destination. Le locataire s'engage à informer, dans les 48 heures, le loueur de tout accident causé par le véhicule afin que ce dernier puisse effectuer la déclaration habituelle dans les 5 jours. Cette information doit être faite par lettre recommandée avec accusé de réception. Le locataire reste responsable des conséquences d'un retard ou d'une absence de déclaration. L'obligation du loueur d'assurer le véhicule terrestre à moteur en responsabilité "circulation" ne dégage pas le locataire de son obligation d'assurance "RC Entreprise".

9-1-2 Lorsqu'il s'agit d'autres matériels que ceux définis l'article 99-1-1 ou encore pour ces mêmes matériels (véhicules terrestres) lorsqu'ils sont utilisés en tant qu'outils pour effectuer les tâches auxquelles ils sont dévolus, c'est au locataire qu'il appartient de se couvrir auprès de son assureur (responsabilité civile) pour les dommages éventuellement provoqués par le matériel en location. En conséquence le loueur ne peut en aucun cas être tenu pour responsable, à l'égard des tiers, des conséquences matérielles et/ou immatérielles d'un arrêt ou d'une panne du matériel loué. Le loueur déclare, avec toutes conséquences de droit, transférer au locataire la garde juridique et matérielle du matériel loué pendant la durée du contrat et sous réserve des clauses concernant le transport.

Le locataire ne peut employer le matériel loué à un autre usage que celui auquel il est normalement destiné, ou enfreindre les règles de sécurité fixées tant par la législation que par le constructeur du matériel loué ou encore dans des conditions différentes de celles pour lesquelles la location a été faite.

9-2 : A l'égard du matériel loué

Le locataire est responsable de l'utilisation du matériel loué et de tous les dommages subis par ce matériel. Les assurances habituelles, et notamment de circulation, ne couvrant pas les sinistres (bris de machine, vol, etc.) pouvant survenir à ces matériels, il appartient obligatoirement au locataire de s'assurer. Toutefois le loueur propose aux entreprises, une « assurance bris de machine » faisant l'objet d'une rubrique séparée, et que le locataire pourra souscrire s'il le souhaite.

9-3 : Déclaration de sinistres :

En cas d'accident ou de tout autre événement, le locataire, s'engage à :

1- Prendre toutes les mesures utiles pour protéger les intérêts du loueur ou de la compagnie d'assurances du loueur.

2- En informer immédiatement le loueur dans les 48 heures par lettre recommandée.

3- Faire établir dans les 48 heures auprès des autorités de police, en cas d'accident corporel, vol ou dégradation par vandalisme, une déclaration mentionnant les circonstances, date, heure et lieu ainsi que l'identification du matériel.

4- Faire parvenir, dans les deux jours, au loueur, tous les originaux des pièces (rapport de police, constat d'huissier) qui auront été établis

5- Pour le vol ou la perte, le contrat prendra fin le jour de la réception de la déclaration du sinistre. Le matériel sera remboursé au loueur par le locataire sans délai sur la base « valeur à neuf catalogue », déduction faite d'un pourcentage de vétusté de 10% les 2 premières années et 5% les années suivantes plafonné à 50%, le locataire exerçant les recours contre sa compagnie d'assurances.

9-4 : Documents administratifs

En cas de contravention pour défaut de présentation de carte grise, le locataire doit prévenir, sous 48 heures, le loueur de manière à ce qu'il puisse présenter les dits documents dans le délai légal. Tout manquement à cette obligation, entraînera la responsabilité du locataire.

ARTICLE 10 - ÉPREUVES ET VISITES

10-1 : Dans tous les cas où la réglementation en vigueur exige des épreuves ou une visite du matériel loué le locataire est tenu de mettre le matériel à la disposition de l'organisme de contrôle.

10-2 : Le coût des visites réglementaires cycliques reste à la charge du loueur

10-3 : Au cas où une visite réglementaire cyclique ferait ressortir l'inaptitude du matériel, cette dernière a les mêmes conséquences qu'une défaillance.

10-4 : Le temps nécessaire à l'exécution des épreuves et/ou visites fait partie intégrante de la durée de la location dans la limite d'une demi-journée ouvrée

ARTICLE 11 - RESTITUTION OU MATÉRIEL

11-1 : A l'expiration du contrat de location, le locataire est tenu de rendre le matériel en bon état, compte tenu de l'usure normale inhérente à la durée de l'emploi, nettoyé et, le cas échéant, le plein de carburant fait.

A défaut, les prestations de remise en état et de fourniture de carburant seront facturées au locataire.

11-2 : Le matériel est restitué, sauf accord contraire des parties, au dépôt du loueur pendant les heures d'ouverture de ce dernier.

11-3 : Le loueur doit être informé de la disponibilité de son engin par écrit chaque fois que le contrat prévoit qu'il reprendra lui-même le matériel loué.

11-4 : Un bon de retour de matériel est établi par le loueur.

Il y est indiqué notamment :

-le jour et l'heure de restitution

-les réserves jugées nécessaires concernant particulièrement l'état du matériel rendu.

Le bon de retour met fin à la garde juridique du matériel qui incombait au locataire. Lorsque le transport de retour du matériel est effectué sous la responsabilité du loueur, la garde juridique cesse dès lors que le loueur prend possession du matériel.

A défaut d'accord amiable sur les réserves, il en est pris acte par inscription sur le bon.

11-5 : Dans le cas de reprise du matériel par le loueur, le locataire reste tenu à toutes les obligations découlant du contrat jusqu'à la récupération du matériel. Dans ce cas, les reprises de matériel doivent être planifiées en accord avec le loueur et confirmées par écrit 24 heures au moins à l'avance en précisant l'heure et le lieu du chantier

11-6 : En cas de non restitution de tout le matériel à l'issue du contrat pour quelque cause que ce soit, et après mise en demeure de restitution, le matériel manquant (ou équivalent) sera facturée à sa valeur neuve, selon le tarif en vigueur à la date de la non restitution. En outre, au cas où le locataire refuserait de restituer le matériel, il suffit pour l'y contraindre d'une ordonnance rendue par le Président du Tribunal d'Arrondissement siégeant en référé et exécutoire par provision.

ARTICLE 12 - PRIX DE LA LOCATION

12-1 : Indépendamment de la durée d'utilisation, le prix est généralement fixé par unité de temps à rappeler pour chaque location, toute unité de temps commencée étant due, dans la limite d'une journée. Les unités de temps habituellement retenues sont :

-le jour ouvrable, ouvré ou calendaire (est considéré comme une journée 8 heures de travail ; au-delà un jour de plus est facturé),

-la semaine,

-le mois complet.

Les tarifs sont révisables sans préavis.

12-2 : Sauf dispositions particulières, le loyer est acquis jour par jour. Le matériel est loué pour une durée minimum d'une journée. La durée de location hebdomadaire est normalement calculée en jours ouvrés (du Lundi au Vendredi). Le locataire doit informer préalablement et par écrit le loueur pour une utilisation le Samedi, Dimanche ou jour férié sauf pour les matériels dont le tarif est indiqué en jour calendaire.

Toute période commencée est due. Le contrat de location prend fin la veille pour tout matériel restitué dans l'entrepôt du loueur avant 8 h 00.

12-3 : Il peut être également convenu de facturer les charges de fonctionnement et les charges fixes, mais cela doit être spécifié préalablement.

12-4 : Les frais de chargement, de transport, de déchargement et de visite du matériel, tant à l'aller qu'au retour, ainsi que les frais éventuels de montage et de démontage sont à la charge du locataire. Ils sont évalués forfaitairement par le contrat de location, ou remboursés à leur coût

réel selon les justificatifs à produire par le loueur. Les frais de nettoyage du matériel, de plein de carburant et autres fluides, les frais de réparation de casse inférieurs à la franchise seront facturés au client.

Le locataire ne supporte pas le supplément de transport pouvant résulter d'une réexpédition demandée par le loueur vers un lieu autre que celui d'origine.

12-5 : La mise à disposition éventuelle au locataire de personnels techniques (monteurs, par exemple) employés ou non par le loueur est à la charge du locataire. Le prix est fixé par la convention des parties, ainsi que le montant des frais de déplacement.

12-6 : Dans le cas où l'état du matériel rend nécessaire une expertise, les frais de celle-ci sont à la charge définitive de la partie dont la responsabilité est déclarée engagée, après avoir été avancés par la demanderesse.

12-7 : Dans le cas de prolongation de la location, au terme de la durée initialement prévue, les parties pourront renégocier le prix de la location.

12-8 : Prix de vente accessoires et fournitures : les fournitures et accessoires nécessaires à l'utilisation du matériel loué peuvent être vendus par le loueur. Ces articles sont garantis contre tout vice de fabrication. La garantie cesse le jour où le matériel est utilisé ou entretenu de façon anormale. Elle est limitée au remplacement des pièces défectueuses, à l'exclusion de tous dommages et intérêts matériels et immatériels pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 13 - PAIEMENT

Sauf convention contraire, les factures sont payables au comptant, nets et sans escompte. Les frais du paiement sont à charge du locataire. En tout état de cause, et sauf accord écrit contraire, le paiement n'est réputé effectué que lorsqu'il est crédité sur le compte du loueur. Tout retard de paiement, même partiel, aux échéances prévues et/ou indiquées sur les factures entraîne de plein droit et sans mise en demeure préalable ni autres formalités, l'application d'un taux d'intérêt de retard de 12% (douze pour cent) par an, à partir du jour de l'échéance jusqu'au complet paiement et encaissement intégral du prix, en principal, intérêts, frais et accessoires, sans préjudice du droit pour le loueur de suspendre ou de résilier tous les contrats sans autres formalités. De même toute somme impayée à l'échéance entraînera automatiquement et sans mise en demeure préalable la mise en compte d'une indemnité supplémentaire de 15 % des sommes dues avec un minimum de 150 EUR. En cas de recouvrement judiciaire de la créance les frais de ce recouvrement résultant de démarches administratives et juridiques, y compris les frais d'avocat, seront mis à charge du client. Le loueur se réserve seul le droit d'accepter ou non l'ouverture d'un compte courant pour le locataire qui l'aura sollicité. Le loueur se réserve expressément le droit de mettre un terme ou de suspendre l'usage du compte courant et suspendre l'exécution des commandes à venir et en cours, notamment en cas de non-paiement à l'échéance d'une seule facture. Dans ce cas, toutes les autres factures mêmes non échues, deviennent immédiatement exigibles. Pendant l'accomplissement des formalités pour l'ouverture du compte locataire, tous les locations devront être réglés au comptant.

ARTICLE 14 - CLAUSES D'INTEMPÉRIES

En cas d'intempéries dûment constatées et provoquant une inutilisation de fait du matériel loué, les obligations du loueur et du locataire sont exécutoires en leur totalité, durant un délai qui ne peut être inférieur à 3 jours de location.

A l'issue du 4ème jour d'intempéries, la facturation initialement arrêtée subira un abattement correspondant à 50 % si le locataire a pu fournir au loueur une copie de sa déclaration à la Caisse des intempéries, sauf pour les abris et roulottes de chantier, les matériels loués au mois ou en longue durée.

ARTICLE 15. VERSEMENT DE GARANTIE

En garantie des obligations contractées par le locataire en vertu du contrat, le locataire, lors de la conclusion du contrat, dépose un versement de garantie entre les mains du loueur,

Le versement de garantie sera encaissé et s'imputera sur la facture si celle-ci n'est pas acquittée au retour du matériel. Il sera égal au montant prévisionnel de la location et peut varier en fonction du type de matériel loué.

ARTICLE 16. RÉSILIATION

16-1 : Contrat à durée déterminée

16-1-1 Résiliation du fait du loueur

En cas d'inobservations des dispositions des présentes conditions générales de location, la location à durée déterminée est résiliée, si bon semble au loueur, aux torts et griefs du locataire. Cette résiliation interviendra à l'expiration d'un délai de huit jours à compter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Dans ce cas, le locataire doit faire retour du matériel ou le laisser reprendre. Les obligations résultant de l'article 13 restent intégralement applicables.

En cas de résiliation anticipée du contrat de location en vertu du présent article, le loueur pourra réclamer le paiement d'une indemnité égale à la moitié du loyer restant à courir, avec un maximum de deux mois décompté après restitution du matériel.

16-1-2 Résiliation du fait du locataire

16-1-2-1 En cas de résiliation du contrat de location, pour quelque raison que ce soit, à l'exception de l'article 9 des présentes conditions, le locataire accepte la révision du barème de location appliqué initialement en fonction de la durée effective de location. A défaut, le loueur percevra une indemnité égale à la moitié du loyer restant à courir avec un maximum de deux mois.

16-2 : Contrat à durée indéterminée

16-2-1 Résiliation du fait du loueur

16-2-1-1 En cas d'inobservations des clauses prévues aux présentes conditions générales de location, la location à durée indéterminée est résiliable, par le loueur, huit jours après l'envoi au locataire d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Dans ce cas, le loueur pourra réclamer une indemnité égale à deux mois de location, après restitution du matériel.

ARTICLE 17. PROPRIÉTÉ DU MATÉRIEL

Le matériel reste la propriété exclusive du loueur, ce que le locataire reconnaît expressément. Le loueur ou toute personne désignée par lui dispose à tout moment d'un droit d'inspection du matériel loué, à quelque endroit qu'il se trouve. En cas d'atteinte à la propriété du loueur, le locataire l'en informera sans délai.

Le locataire ne pourra modifier ou fixer, à ses frais, des accessoires au matériel loué qu'avec l'accord préalable du loueur et pour autant que ceux-ci ne soient pas susceptibles d'en diminuer la valeur, soient agréés par le constructeur et ne soient pas interdits par une quelconque disposition légale. Le locataire s'engage à avertir le loueur desdites modifications et à payer les compléments d'assurance ou redevances nécessaires relatives à ces accessoires ou modifications. En fin de contrat, le loueur pourra, soit exiger l'enlèvement de ces accessoires, soit tolérer leur maintien, en quel cas ceux-ci deviendront automatiquement et sans indemnité, la propriété du loueur.

Le locataire s'engage à ne pas disposer du matériel loué à titre onéreux ou gratuit, à ne pas le sous-louer, à ne pas le donner en gage ou en garantie d'une manière quelconque ou de le grever d'une façon quelconque d'un privilège. En cas de nantissement ou de cession de son fonds de commerce, le locataire s'engage à informer le créancier nanti ou l'acquéreur que le matériel loué n'est pas sa propriété. Dans le cas où le matériel serait entreposé par le locataire dans un local ne lui appartenant pas ou qui cesserait de lui appartenir, le locataire, préalablement au dépôt du matériel, s'engage à aviser, par lettre recommandée avec avis de réception, le propriétaire dudit local que le matériel loué ne lui appartient pas et qu'il n'est pas grevé du privilège prévu à l'article 2102-1°, premier du Code civil luxembourgeois. Cette obligation s'imposera également au locataire en cas de vente de l'immeuble où se trouve ce local à l'égard du nouveau propriétaire.

Sur simple demande, le locataire s'engage à permettre au loueur d'apporter visiblement à l'intérieur ou à l'extérieur du matériel, à l'endroit choisi par celui-ci, une indication de propriété du matériel.

Si un tiers venait à faire valoir des prétentions sur le matériel loué par une procédure quelconque ou si le véhicule fait l'objet d'une quelconque saisie, confiscation ou mesure conservatoire, le locataire signifiera à ce tiers que le matériel loué est la propriété du loueur, notamment en soumettant le contrat de location. Le locataire s'engage encore à informer le loueur aussitôt pour lui permettre de faire valoir ses droits. Le locataire est seul responsable de tout préjudice causé au loueur et qui résulterait d'un manquement aux obligations précitées ou d'une notification tardive. En cas de saisie, tous les frais afférents à cette saisie, et notamment les frais de revendications, de saisie, et d'avocat, etc., seront à charge du locataire.

ARTICLE 18 – RGPD - DONNES PERSONNELLES

Le traitement des données par le loueur qui agit comme responsable du traitement des données collectées auprès du locataire, se fait en stricte conformité avec les dispositions légales applicables et en particulier le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement (UE) 2016/679) (ci-après « RGPD »).

La base légale et la finalité du traitement des données personnelles sont l'exécution de la commande du locataire et l'exécution du contrat conclu avec ce dernier. Les personnes occupant les fonctions suivantes auprès du loueur sont destinataires des données personnelles et susceptibles d'intervenir sur ces données : la direction, le service commercial et la comptabilité.

Les données collectées seront conservées pour une durée n'excédant pas celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées, ceci sans préjudice du droit du loueur de conserver certaines données pour une durée plus longue en raison d'obligations légales / réglementaires s'appliquant au loueur, respectivement en raison de situations exceptionnelles qui justifieraient une conservation plus longue (procédure judiciaire etc...).

Le locataire est informé que dans le cadre des finalités du traitement opéré par le loueur conformément au paragraphe 2 du présent article, les données personnelles sont susceptibles d'être transférées à d'autres responsables de traitement, respectivement des sous-traitants. Le loueur effectuera de tels transferts dans le strict respect du RGPD. [Les destinataires des données personnelles de l'locataire peuvent notamment être (sans que cette liste n'est à considérer comme exhaustive) : sous-traitant, fabricant, assurance.

Le locataire accepte que ses données personnelles puissent être utilisées à des fins d'informations et de prospections commerciales. Le locataire pourra librement et gratuitement revenir sur son accord ou s'opposer à tout moment au traitement de ses données personnelles par l'intermédiaire d'une demande à adresser au loueur telle que décrite dans le dernier paragraphe du présent article. Le locataire pourra également disposer, sans frais, d'un droit d'accès et de rectification concernant les données à caractère personnel le concernant.

Le locataire bénéficie du droit à l'oubli et peut exiger l'effacement de données à caractère personnel, pour autant que des contraintes et obligations légales ne s'y opposent pas.

Dans des cas particuliers précisés dans le RGPD, le locataire peut également demander l'obtention de la limitation du traitement afin que les données à caractère personnel ne puissent, à l'exception de la conservation, être traitées qu'avec le consentement de l'locataire.

Dans des cas particuliers précisés dans le RGPD, le locataire dispose du droit de recevoir toutes les données à caractère personnel le concernant et fournies au loueur et de les transmettre à un autre responsable du traitement (droit à la portabilité des données). Le loueur se réserve le droit de facturer des frais pour un tel transfert, notamment en cas de demandes fréquentes et / ou en cas d'une demande jugée comme excessive au niveau du volume de données concernées. Le locataire devra informer par écrit le loueur en temps utile avant la fin du traitement tel que décrit au paragraphe 2 du présent article s'il entend faire usage de ce droit. A défaut, le loueur ne pourra être tenu responsable pour la suppression des données personnelles. Sans préjudice de tout autre recours administratif ou juridictionnel, le locataire dispose du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale pour la protection des données s'il s'estime victime d'une violation au niveau du traitement de ses données personnelles. Le loueur est le responsable de ce traitement des données personnelles et s'engage à respecter les dispositions légales applicables en la matière (en particulier le RGPD) et à mettre en œuvre toutes les mesures techniques et l'organisation appropriées pour assurer la protection des données qu'il traite, contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisés, ainsi que contre toute autre forme de traitement illicite.

Pour toute question relative au traitement des données personnelles, respectivement en vue d'exercer ses droits tels que décrits ci-dessus, le locataire peut contacter le loueur en envoyant un e-mail à l'adresse suivante : info@parcmat.com, respectivement en adressant un courrier à l'adresse suivante : Parc matériel S.A., 42 rue de Jos Kieffer, L-4176 Esch-sur-Alzette, ou en contactant le loueur au numéro suivant : 31 17 48 1.

ARTICLE 19 - PERTES D'EXPLOITATION

Pour quelque raison que ce soit, les pertes d'exploitation, et les dommages directes et/ou indirectes, ne sont jamais prises en charge par le loueur.

ARTICLE 20 – INDEPENDENCE DES CLAUSES

Toute nullité ou inapplicabilité en partie des présentes conditions générales n'affectent pas les conditions dans leur ensemble. Les clauses valides, à condition que leur mise en œuvre reste possible indépendamment des clauses nulles ou inapplicables, continuent à faire la loi des parties.

En cas de contradiction entre les présentes conditions générales de vente et d'éventuelles conditions particulières, ces dernières priment.

ARTICLE 21 – ELECTION DE DOMICILE - ATTRIBUTION DE JURIDICTION – LOI APPLICABLE

Les parties font élection de domicile aux adresses indiquées au contrat, domiciles élus auxquels tous actes et exploits d'huissier seront valablement signifiés et/ou notifiés, et, toutes communications, lettres ou correspondances adressées à cette adresse sont présumées être parvenues dans les deux (2) jours qui suivent la date d'expédition à la poste, cette dernière faisant foi. Seule la notification par lettre recommandée d'un nouveau domicile, siège social, ou d'une nouvelle adresse vaut nouvelle élection de domicile.

Le bailleur se réserve toutefois le droit de faire des notifications et/ou significations à la dernière adresse dont il a reçu l'indication du locataire ou de la (des) caution(s).

La langue du contrat et des conditions générales est la langue française et, en cas de traduction, seule la version française fait foi. Les présentes conditions générales sont uniquement soumises au droit luxembourgeois. Tous litiges résultant de la validité, l'interprétation, l'exécution, l'inexécution ou la rupture des présentes conditions générales, ainsi que du contrat, de quelque ordre que ce soit, nés des présentes et de leurs suites, dans la mesure où ils ne seront pas réglés à l'amiable, seront soumis aux tribunaux compétents de Luxembourg-ville.

Le locataire affirme s'être, lors de la conclusion du contrat, correctement et suffisamment identifié et déclare agir en son propre nom et pour son propre compte. Si le locataire est une personne morale, son représentant s'identifie moyennant un extrait récent du registre de commerce et des sociétés du lieu d'établissement de la personne morale et celle-ci déclare agir par un agent dûment habilité à le représenter. De même, l'agent qui déclare agir au nom et pour compte d'une personne morale déclare avoir les pouvoirs de représentation nécessaires à cet effet. Dans le cas contraire, il est censé agir pour son propre compte et il est personnellement responsable des engagements qu'il a souscrits.

Si une des clauses des présentes conditions générales est déclarée non valide, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

Les parties reconnaissent, par la simple signature du contrat, avoir lu, compris et accepté, sans réserve, l'intégralité des clauses reproduites sur les conditions générales.